

CONTRADICTIONS

SEPTEMBRE 1995

NUMERO 12 - 5 F

LA LETTRE DU CLUB DEBATTRE

"Croire - Adhérer - Agir : de l'opinion à l'engagement"

Et oui, Débattre a bientôt 4 ans et toutes ses dents ! Les dents de lait sont même tombées et d'autres ont repoussé. Il est toujours aussi difficile de cerner les contours de ce regroupement dont les contradictions n'ont jamais été démêlées. De cette ambiguïté, de ce flou, a survécu une volonté de réfléchir ensemble par voie écrite et par échanges oraux en respectant les points de vue et surtout en sachant s'écouter. Dans chaque journal, chacun a pu se retrouver dans tel ou tel propos, de chaque réunion-débat, peu sont repartis en ayant regretté d'avoir raté le film ou l'émission à la télé.

Or, il y a tant à lire, tant à voir, tant à faire. Pourquoi perdre du temps à lire contradictions, et pourquoi passer du temps à venir écouter l'autre, écouter une parole qui n'ira pas loin, qui ne prendra pas son sens dans une action concrète. Tout simplement parce que notre vie politique, notre démocratis, nos institutions et plus encore notre télé sont envahis par les symboles, par l'image, par les petites phrases par le vide et que trop rares sont devenus les lieux d'échanges - exemple : y-a-t'il eu un débat digne de ce nom organisé à la télé depuis la suppression de "Droit de réponse ?" - déconnectés des lieux de pouvoirs. Sans virer au nombrilisme, nous avons choisi pour repartir de plus belle en cette rentrée de faire le point sur les notions d'engagement politique, de militantisme et d'action politique. C'est une façon d'y voir plus clair sur nous mêmes et je vous invite à en parler directement le 5 octobre prochain.

Didier GUILLOT

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE DÉBATTRE

JEUDI 5 OCTOBRE 1995 A 19H

Ordre du jour :

Renouvellement - Définition du calendrier,
des thèmes et des objectifs.

Discussion autour du thème de ce journal (cf. supra) avec en prime le traditionnel apéro-buffet

Lieu et fiche technique :

Chez Marie Thalabard et Didier Guillot

7 ter, rue de Saisset - 92120 Montrouge

Métro 4 - Station : Porte d'Orléans

+ bus 68 arrêt : place Jean-Jaurès.

ou Métro 13 - Station : Châtillon-Montrouge

+ bus 68 arrêt : place Jean-Jaurès

Dans les deux cas, prendre ensuite la rue Perrier jusqu'à la rue de Saisset qui démarre sur votre gauche.

APPEL-APPEL-APPEL-APPEL-APPEL-APPEL

Débattre a été relancé avec succès. Le journal ne peut sortir que si vous versez votre obole à Débattre. Alors faites-un geste : adhérez !

Membres bienfaiteurs : 400F

Salariés - Chercheurs : 200F

Etudiants - Chômeurs : 100F

**Chèque à l'ordre de Débattre à envoyer à
Carole Étienne, 3, av du Chateau 94300 Vincennes**

quer à la Nation : vote des militants, débats contradictoires, imposition des règles de fonctionnement qu'on préconise (50% de femmes, non cumul des mandats...).

Démocratiser l'action, c'est à dire retrouver l'électorat populaire afin de l'écouter au lieu de le former (mécanismes locaux d'écoute, de sélection et de ressaisi de l'information). La société ne doit pas se transformer en école à l'intérieur de laquelle la pédagogie se confond à l'incantation morale : le style grand-seigneur hyper-aristocratique mais se dédouanant de sa hauteur en souhaitant une réconciliation future avec le peuple.

Démocratiser le débat, c'est à dire substituer le débat à la pédagogie. L'attente populaire doit rencontrer une véritable culture. Alors qu'autrefois l'individu se définissait grâce à ses appartenances (partisanes, syndicales, locales,...), l'individualité réside aujourd'hui dans sa faculté de dépendre (je reste moi-même malgré mon inscription dans un projet collectif ou personnel, je peux à tout moment en divorcer). Cela a pour conséquence de vider les partis politiques de leur substance : ils perdent des militants au moment même où la société devient plus opaque et plus imprévisible. Leur rôle est donc double : offrir des clivages en introduisant dans la politique de la discussion, du relatif, en spectacularisant le débat. Pour cela, il est nécessaire que le parti soit un lieu de réflexion et de recherche, un lieu de rencontre entre les attentes populaires et l'élite intellectuelle. Méfions-nous, la Démocratie est comme une question ouverte ; si nul ne peut présager quelle réponse la société apportera à l'échec de ceux qui la gouvernent, on peut tout au moins l'imaginer...

Denis MAILLARD

II - Vers une démocratie d'opinion

Dans un article du journal *Le Monde* (5/7/1995), le maire de Nantes, Jean-Marc Ayrault, mettait en garde les lecteurs à propos des élections municipales : "Gauche et démocratie - l'état d'urgence" titrait-il, en opposant "le travail obstiné et quotidien de tant d'élus locaux..." à l'idéologie du "boycottage de populations parce que le maire de leur ville est F.N." N'est-il pas étonnant, en effet, que cette étoile montante du P.S. soit obligée de rappeler à l'ordre toute une gauche culturelle faite de barons de la Mitterrandie, d'intellectuels médiatiques et d'artistes subventionnés, tous occupés à jeter l'anathème et à organiser boycotts et concerts comme autant de rituels d'une expiation moderne ? Loin s'en faut, car dès le 18 juin dernier se sont orchestrés deux débats parmi les plus importants de la politique contemporaine.

1) La fin d'une culture d'avant-garde.

On n'a pas assez remarqué, me semble-t-il, que ceux qui se sont interrogés sur l'opportunité de désertion ou de boycotter étaient pour la plupart des artistes issus des milieux subventionnés et d'une culture d'avant-garde : dramaturges, chorégraphes, comédiens... Il est vrai aussi qu'avec l'arrivée de conseils municipaux dominés par le F.N., c'est tout leur système qui se trouvait remis en cause à peu de frais. En effet, la culture subventionnée et l'idée d'un droit à celle-ci ont amené dès les années 60 et jusqu'au ministère Lang, la création de théâtres dans les villes populaires et à la périphérie des grands centres urbains, sans lien direct avec un public local potentiel. Le système trouvait cependant sa cohérence dans cette non-obligation de rentabilité ou de résultat que permet la subvention et dans une justification théorique imparable : l'avant-garde. Si l'adéquation entre un public et un spectacle était une question inutile aux yeux des promoteurs de cette culture, c'est parce que la présence de telle ou telle manifesta-

tion artistique au sein d'une population incapable de les comprendre s'imposait d'elle-même dans le fait que les artistes étaient l'avant-garde éclairée de la société faisant œuvre pédagogique. Modelée sur la théorie léniniste du parti politique, l'idée a souffert du déclin du communisme et du regain démocratique contemporain sans pourtant être remise en cause jusqu'à présent.

Franchement inacceptable aujourd'hui, tant elle accuse le côté aristocratique de la chose (hauteur de ton que justifie la réconciliation future avec la masse) et la coupure entre l'élite et le peuple, elle est finalement mise à mal par une formation qui non seulement n'a aucun compte à rendre de la disparition d'un tel système puisque ses électeurs ne se sentent pas concernés par cette culture, mais encore, apparaît à certains égards comme porteuse de l'avenir des partis politiques (capacité à incarner attentes et frustrations). Voilà en quoi la réaction des artistes et de leurs protecteurs politiques était compréhensible mais stupide : c'est effectivement leur avenir qui pouvait se jouer dans ces élections, mais l'idée de boycott et de désertion culturelle ne pouvait qu'handicaper ceux qui les soutenaient (les autres ne se reconnaissant pas en eux) et renforcer l'idée d'une élite d'avant-garde coupée de ce peuple : "Vous n'êtes pas gentils, nous vous supprimons donc votre récréation et l'occasion d'humaniser vos vies débiles et mornes..."

Ce n'est pas le lieu, ici, de faire le procès de l'art moderne mais seulement de pister une logique politique mettant en relief un problème fondamental :

2) L'élite et le peuple : comment faire voix à l'opinion mais décider aussi en dehors de sa contrainte ?

La question est fondamentale en Démocratie et fait signe vers ce qu'on

appelle la Démocratie d'opinion ou Démocratie du public.

Lancée par Michel Rocard à l'occasion de la convention nationale du PS de Joué-les-Tours, l'idée d'un passage d'une démocratie organisée autour du parti politique à la démocratie d'opinion centrée sur l'électeur était inspirée par un texte que Bernard Manin vient de publier (*Principes du gouvernement représentatif* - Calman-Lévy. 1994). L'idée a le mérite de ne pas faire de l'opinion publique le synonyme de l'aliénation, ni de l'assimiler à l'ignorance sans toutefois mesurer les limites de la représentation de l'opinion par les médias.

Cependant, reprise par Alain Minc (*L'ivresse démocratique* - Grasset 1995) l'analyse allait subir une distorsion par l'assimilation de la démocratie d'opinion aux dérives populistes ; expliquée par Alain Cotta (*Un nouveau président pour rien* - Fayard 1994), on assistait à l'émergence d'une société

inerte et frileuse exerçant, par sondages interposés, des pressions trop fortes pour qu'un changement politique se mette en place. Soit l'égoïsme peureux, soit l'ivresse angoissée, dans tous les cas il manque une traduction politique de l'opinion.

Alors qu'on ne cesse de nous expliquer que la démocratie d'opinion éclaire la société comme jamais auparavant et possède des vertus qui font défaut à la démocratie des partis, c'est l'inverse que l'on constate : là où on attend un surcroît de participation démocratique, on observe plutôt une restriction de l'espace public démocratique.

Méconnaissance ou transparence ?

Les sondages, ressort de la démocratie d'opinion, ne permettent pas une meilleure lisibilité de l'opinion, ils doivent leur existence au contraire à l'opacité de la société et à cette coupure

entre l'élite et l'opinion publique : il s'agit en fait de connaître ceux de qui on est radicalement coupé. Le recours à l'idée de démocratie d'opinion intervient pour répondre à l'illisibilité croissante de la société française beaucoup plus que pour l'éclairer.

L'élection présidentielle l'a bien montré : l'émergence d'une société à faible visibilité entretient l'énorme crédit accordé aux organismes chargés de produire de la visibilité mais qui, loin d'éclairer la société, en souligne l'opacité croissante.

Affaiblissement du politique ?

L'illusion d'une société qui se connaîtrait mieux elle-même engendre en retour l'illusion qu'on peut se passer de l'action politique puisqu'il n'y a plus qu'à gouverner au coup par coup sous l'œil des sondages. Ici réside notre social-démocratie à la française : à défaut de pouvoir s'appuyer sur les

TABLEAU RECAPITULATIF

(In : Bernard MANIN
 "Principes du gouvernement représentatif"
 Calmann-Lévy - 1994)

	Parlementarisme	Démocratie de partis	Démocratie du public
Élection des gouvernants	<ul style="list-style-type: none"> • choix d'une personne de confiance • expression des liens locaux • notable 	<ul style="list-style-type: none"> • fidélité à un parti • expression d'une appartenance de classe • militant/homme d'appareil 	<ul style="list-style-type: none"> • choix d'une personne de confiance • réponse à l'offre électorale • expert en communication
Indépendance relative des gouvernants	le député votant selon sa conscience	les dirigeants libres de fixer les priorités au sein du programme	élection sur la base d'images
Liberté de l'opinion publique	<ul style="list-style-type: none"> • non-coïncidence entre opinion publique et expression électorale • la voix du peuple "aux portes du parlement" 	<ul style="list-style-type: none"> • coïncidence entre opinion publique et expression électorale • l'opposition 	<ul style="list-style-type: none"> • non-coïncidence entre opinion publique et expression électorale • sondages d'opinion
L'épreuve de la discussion	• parlement	<ul style="list-style-type: none"> • discussion au sein du parti • négociations entre partis • néo-corporatisme 	<ul style="list-style-type: none"> • négociations entre le gouvernement et les groupes d'intérêts • discussion entre les médias/électeur flottant

syndicats et les partis, les gouvernements depuis 20 ans se sont adressés directement à l'opinion publique toute entière, à la fois juge tout puissant et épouvantail populiste.

On s'enferme alors dans un paradoxe : le politique ne croit plus qu'à l'opinion - opinion qu'il craint d'autant plus qu'il ne cherche pas à l'interpréter en vue d'une action : il colle à elle pitoyablement sans pourtant lui accorder de crédit. Celle-ci, cependant, exige d'être interprétée. Une société n'est pas la radiographie des intérêts du moment, elle est faite de passions souterraines, de demandes confuses qui doivent être comprises, traduites et représentées. Là est le rôle des partis politiques : faire voix à l'opinion sans fascination, sans plier devant elle comme un directeur de chaîne devant l'audimat.

L'opinion publique est l'expression démocratique normale, elle n'est ni aliénée (tendance anti-démocratique traditionnelle qui oppose savoir et opinion), ni toute puissante (tendance anti-démocratique moderne qui sacralise les experts et les élites médiatiques n'ayant pas eu à prendre le risque de la représentation politique). Elle est adulte et exigeante, mais elle est l'opinion et non la vérité. Elle n'accepte pas qu'on la moque, ni qu'on lui donne raison systématiquement. Elle attend plutôt qu'on lui réponde en l'élevant à une dimension publique que seul le politique peut appréhender en convertissant les peurs, en les traduisant dans une action collective et enfin en créant un sentiment d'appartenance à une communauté historique.

Gardons-nous de nous illusionner sur les charmes de la démocratie directe et de croire que l'on peut faire l'économie du représentant au profit d'un face à face entre le sondage et une nouvelle élite rationnelle et non élue et dont le but serait de contrer les dérives de l'opinion. Cette culture des avant-gardes opposant le savoir de l'expert à la "doxa" ignorante est insupportable. Pourquoi donc la politique ne se définirait-elle pas aujourd'hui comme l'art d'interpréter les mouvements de l'opinion ?

Le futur de la politique passe par là.

Denis MAILLARD

LORSQUE LA DILUTION DE LA CITOYENNETÉ FAIT PERDRE À LA RÉPUBLIQUE TOUT SON SENS

Il s'agit presque d'un lieu commun. L'Homme est un animal social dont tout le travail d'émancipation aura consisté à s'affirmer en tant qu'individu dans la société : la société comme moyen, comme outil, mais aussi comme productrice de symboles d'identification...

L'individu ère dans les méandres du métro, le regard vide. Journal et baladeur sont son environnement, lui servent de protection. L'individu s'est affranchi de la société pour devenir individualiste. L'individualiste est animal associatif. Il tolère l'Autre par nécessité ; l'Autre contribue à un moment ou à un autre à satisfaire son bien-être, sa soif consumériste. Tout juste consent-il une aumône pour ceux qui ne contribuent pas à ce bien-être : c'est un peu l'image de cet os laissé à ceux qui ont faim après que chacun y ait puisé successivement son dû.

Corrélativement, tout ce qui pouvait représenter la recherche d'un mieux-être pour tous, parce que cela nécessitait un sacrifice de chacun, est déserté, au profit de ceux qui y voient un instrument de pouvoir, d'affirmation de soi. Le "parti" est devenu à ce titre l'outil de quelques uns, à défaut d'avoir été un jour le moyen du plus grand nombre. Dans ces conditions, il ne s'agit plus de soutenir un homme providentiel, mais de trouver celui en qui nous pouvons déléguer le peu de pouvoir civique que nous détenons, et le lui déléguer pour longtemps.

L'individu se dissimule derrière son journal, son baladeur et le politique, dont il use comme d'un produit. Tant que l'individu peut écouter son baladeur et bouffer en paix, peu lui importe le prix que le politique fait payer à d'autres cette tranquillité. Si les guerres qui nous gangrènent venaient à nous empêcher de "bouffer", si le bruit des bombes dépassait celui émit par le baladeur, alors nous n'aurions aucun mal à désigner le méchant "Saddam", et manifester derrière le politique notre "union sacrée".

Réfléchir aux moyens de relancer le militantisme, vouloir adapter celui-ci à l'évolution décrite en le dotant des moyens de communication modernes, c'est déjà constater sa disparition.

Le militantisme s'est développé à un moment où chacun acceptait d'avoir des droits et des devoirs, où le signifiant avait une fonction d'identification sociale, où le verbe

"être" se conjugait au pluriel.

Il est mort au fur et à mesure que grandissait ce sentiment diffus qu'il est vain d'essayer de changer les choses, au fur et à mesure que l'on arrivait à se convaincre que les centres de décisions s'éloignaient, s'éparpillaient, se complexifiaient. La télé et la pub sont bien plus proches de nous que le politique, et ils apportent à notre égo des signifiants bien plus plaisants.

♥ VIE DU CLUB - VIE PRIVÉE

Le 15 juillet dernier, Cécile Melan et Jean-Christophe Bouvier ont...

Jean-Christophe BOUVIER

ET SI ON SE BATTAIT ?

Le militant est bien souvent associé à l'exécutant. On a l'habitude d'associer au mot militant l'expression "de base" ; mais qu'en est-il en fait de celui ou celle que l'on retrouve partout sur tous les terrains ? Qu'en est-il de celui ou celle que l'on dit de tous les combats ? Avons-nous raison de rajouter ce propos, parfois péjoratif, alors même que bien souvent, sa vie personnelle est trop souvent sacrifiée aux combats qu'il ou elle mène ? Réalisons-nous vraiment ce qu'est la vie d'un ou d'une militante ?

On peut longtemps disserter ou philosopher sur l'engagement, son utilité... Il n'en reste pas moins qu'il est un comportement individuel, s'inscrivant dans une démarche collective pour plus d'efficacité. En effet, chacun d'entre nous peut se sentir touché, concerné par différents problèmes sans pour autant décider de passer à l'acte militant, et nul ne peut d'ailleurs nous y forcer.

Lorsque l'on décide de s'engager, c'est d'abord en premier lieu pour une cause ; l'engagement n'est pas un phénomène de mode, éphémère, dont on se passe comme on décide de se passer de sucre dans le café. Cela ne nous prend pas non plus comme une envie de faire pipi. C'est un chemin bien long que nous empruntons le jour où nous prenons la décision de nous battre ; c'est un combat qu'il nous est bien difficile d'abandonner. Ici... pas de contrat, si ce n'est avec soi-même.

L'engagement est avant tout une démarche individuelle, car pour passer du "passif à l'actif", il faut une motivation, un déclic... un cheval de bataille, qui servira de fil conducteur dans nos actions quotidiennes. Chacun d'entre nous ne s'engage pas de

la même manière ni pour les mêmes raisons. L'engagement, c'est aussi le produit d'une histoire, d'un passé que nous partageons avec nos proches et qui nous "oblige" à agir.

L'engagement militant, qu'il soit politique syndical ou associatif, c'est des idées, une attitude, de l'énergie à revendre et le refus de capituler. Être engagé, c'est se sentir concerné directement et en permanence par toutes les difficultés, par tous les problèmes ; être engagé, c'est se sentir blessé, bouleversé.

S'engager, c'est aussi refuser... en permanence. C'est dire non ; non à l'absurde, non à l'ignorance, non à la fatalité, non au désespoir. S'engager, c'est refuser l'inacceptable, le combattre, et l'éliminer. L'engagement, c'est aussi l'ennemi de l'égoïsme, de l'individualisme car il est synonyme de générosité et de partage ; c'est aussi souvent le cœur qui le motive.

Cependant, il est une question à laquelle il nous sera toujours ou presque toujours impossible de répondre : l'engagement c'est quoi ? Et ne vous étonnez pas de la réponse ou de la non-réponse à cette question : elle est logique, car elle donne lieu à des milliers de raisons qui poussent un individu à prendre le chemin du combat. D'ailleurs, en y réfléchissant, on peut dire les raisons qui nous poussent à nous engager telles que la lutte contre l'exclusion, le racisme, l'égalité des droits, la justice sociale... mais dire ce qu'est l'engagement : impossible.

Mais après tout, est-ce vraiment si important de savoir ce que c'est que d'être engagé ? N'y a-t-il rien de plus important à trouver comme la liberté ou la possibilité de disposer de son corps ? Qu'est-ce que cela peut bien vous faire de savoir ce que c'est

que le militantisme si, quand vous rencontrez des militants, vous n'êtes pas capables de les reconnaître. Après tout, l'engagement, le militantisme ne se dissertent pas, ils se concrétisent dans les actes que chacun et chacune d'entre nous effectue au quotidien où il/elle se trouve. L'engagement ne s'explique pas, il s'applique. Il en est qui sont respectables au regard des idées qui nous guident, il en est d'autres que nous passons notre vie à combattre. L'important après tout, n'est-ce pas de ne pas rester indifférent devant les événements proches ou lointains qui défilent sous nos yeux souvent encore crédules ? Appartenir à une organisation politique, syndicale ou associative n'est pas forcément le seul moyen d'agir en militant mais il est souvent le plus sûr dans la recherche de l'efficacité de la réussite car même si l'engagement est une démarche individuelle, il ne trouve de souffle pour continuer que dans une démarche collective. Combien de fois ne nous sommes-nous pas demandés si ce que nous faisons n'était pas un peu illusoire, tant les résultats pouvaient paraître petits ou anodins ! Et s'il n'y avait pas les autres, serions-nous toujours combattifs ? trouverions-nous encore la force de continuer ? Un combat ne se gagne jamais seul, et sans cette volonté de vaincre qui habite celui ou celle qui s'engage, on ne réussit rien.

Septembre 1995
(Écrit sous pression...)

Yasmina ALI-OULHADJ

ACTION PUBLIQUE, BONHEUR PRIVÉ

Eh non, je ne ferai pas ici une critique ou une fiche de lecture du remarquable ouvrage d'Albert O'Hirshmann portant ce titre ! Je voudrais simplement revenir sur un débat qui a été en filigrane des débats sur la rénovation du Parti Socialiste lors de l'université de la Rochelle, et dont la petite phrase de Michel Rocard sur les syndicalistes et bobonne a été l'expression reprise dans tous les journaux.

Réfléchir à l'engagement, au militantisme, cela se concrétise souvent au niveau individuel par un choix de vie qui justement semble exclusif : si je milite, quelle place accorder à ma vie privée ? Si je veux m'épanouir dans ma vie quotidienne, me reste-t-il du temps pour m'engager ?

Entre individualisme et altruisme, l'équilibre paraît à beaucoup de militants comme la quadrature du cercle.

Les temps de l'engagement

Hirshmann considère que les périodes d'investissement dans la vie privée ou dans l'action publique se succèdent régulièrement avec une prise de conscience qui sert de transition dans les deux sens : la déception. L'analyse vaut au niveau individuel comme à l'échelle d'une société. Si la pertinence de l'analyse m'apparaît plus évidente au niveau individuel, il me paraît difficile de repérer les phases d'engagement collectif au niveau d'une société tant celles-ci sont différentes d'un moment à l'autre.

Militant plus ou moins actif depuis quelques années, j'ai pu constater à quel point les parcours individuels des militants s'imbriquaient parfaitement avec leur itinéraire privé.

Tout d'abord l'âge des militants.

Au-delà de l'antienne classique sur le vieillissement des militants politiques et syndicaux, j'ai pu constaté (sans avoir recours pour cela à aucun élément de statistiques) combien deux âges étaient propices à l'engagement politique : la jeunesse et la retraite. Évidence même, vous direz vous ! Et oui, bien souvent, dans les sections du Parti Socialiste les piliers ont plus de 50 ans et le turnover se joue avant 25 ans. Dans la plupart des sections, le constat est le même : où est la population active ? Où sont les 30-40 ans. Ils bossent et le soir sont peu motivés pour palabrer. A l'inverse les moins de 25 ans adhèrent parce qu'ils ont le temps, l'énergie et l'enthousiasme. Mais ils sont également les plus sensibles au sentiment de déception qui les guettent comme dans leurs premières aventures amoureuses. Le lien n'est pas fortuit, car l'engagement politique se vit bien souvent avec la même intensité : fougue, passion. On "sacrifie" tout pour le parti ou le syndicat, comme on "sacrifie" à l'autre, l'être aimé. Tout engagement politique est par nature passionnant et la passion peut vite devenir dévorante, en temps comme en énergie. Le moment le plus intense est pour beaucoup la campagne électorale. Vivre une campagne électorale de "l'intérieur", comme acteur ou comme candidat, est une expérience absolument exaltante et l'énergie et le dynamisme que l'on est capable de dégager dans ces moments-là n'a de lien qu'avec celui qui se dégage d'une passion amoureuse.

Donc, pour les plus jeunes, on s'engage vite, facilement en y passant du temps mais la fidélité est rarement au rendez-vous et rares sont les jeunes militants qui ne font pas un break autour des 25-30 ans, à l'heure

d'autres engagements : professionnels et familiaux. Après, quand il faut élever des enfants, c'est encore plus prenant. Le militant qui fait le point sur le temps qu'il a pu passer en s'engageant pleinement fait le constat qu'il vaut mieux tout arrêter pour satisfaire à ces nouvelles obligations. Quant aux retraités, pas besoin de dessins, ils ont du temps et sont disponibles pour les tâches militantes mais ont perdu une part de l'imagination et de l'énergie de la catégorie précédente. Ils ont récupéré au passage la sagesse chère à Platon.

Le militantisme comme palliatif à la vie privée ?

Revenons-en à la phrase de Michel Rocard : *"Savez-vous pourquoi les dirigeants syndicalistes sont si opposés au partage du travail ? Parce que ça les effraie de passer une journée supplémentaire avec bobonne !"*

La brutalité de cette phrase [enfin le retour du parler vrai !!] a fait sourire - jaune - l'assistance et combien se sont regardés de manière complices à ce moment là. La réflexion en question a été faite au milieu d'autres considérations sur les difficultés du militantisme aujourd'hui. Eh oui pour beaucoup de militants et plus particulièrement pour ceux qui s'investissent dans la recherche de responsabilités et de postes, il s'agit bien souvent d'une fuite en avant pour échapper à une vie privée qui ne les satisfait pas pleinement. Là est même une des explications du machisme de la vie politique. Au-delà du nombre d'élus, le vrai problème est d'abord à la base. Au PS, il n'y a que 22% de femmes qui militent. Or, la répartition des rôles sexuels telle qu'elle prédomine aujourd'hui fait

qu'il est plus facile pour un "mec" de quitter le foyer pour aller à une réunion en laissant sa compagne s'occuper des enfants que l'inverse. On peut le regretter mais il est difficile de le nier. Il ne me paraît pas absurde de remarquer également que dans bien des cas, la réunion permet justement au "mec" en question d'échapper à la corvée des tâches ménagères ou éducatives quand il ne fuit pas carrément la relation conjugale. Remarque suivante de Michel Rocard : pour qu'il y ait plus de militants en France, il faudrait beaucoup plus de places en crèches. Là encore, rires ! Et surtout des Éléphants habitués aux réflexions incompréhensibles du même homme sur les taux d'intérêts et autres mesures économiques. Et pourtant, il s'agit là encore d'une évidence. Un pays comme la Suède bénéficie de telles structures sociales et d'enca-drement mais aussi d'une autre répartition des rôles sexuels que le problème de la répartition des sexes et des âges dans les couches militantes ne se posent absolument pas. Il en va de même au niveau de la représentation politique qui n'est justement que le reflet d'une réalité politique de base. Le jour où il y aura 50% de militantes au PS, la question de la parité sera plus facile à envisager pour les responsabilités.

Après les couples et la famille, les célibataires. Ils sont sans doute plus nombreux dans les structures militantes que dans le reste de la population. Et pour cause, ils ont plus de temps à consacrer et une vie privée plus dégagée. Mais la passion qui se dégage du combat politique leur permet surtout de combler un manque affectif, voire de ne plus se poser de question. Là encore, la fuite en avant guette bien souvent. L'investissement politique prend le pas sur la défektivité de l'investissement affectif. Et même, il n'est pas exagéré de mentionner les

nombreux cas de surinvestissement politique. Je passe ici sur illuminés qui ont l'art d'être attirés par le militantisme et qui font la joie, les délices - voire les désagréments - des réunions multiples. Mais pour s'en tenir aux célibataires, j'ajouterais ici une petite anecdote : j'ai pu voir un certain nombre de dirigeants politiques recruter leurs collaborateurs, et en particulier leurs secrétaires, avec comme critère de sélection justement le célibat, gage de parfaite disponibilité. Le même homme politique pourra alors gloser sur les 35 heures en meeting politique mais en imposer 45 - si ce n'est pas 60 - à sa secrétaire toute dévouée.

Le militantisme ouverture sur la vie privée

Le raisonnement que je tiens jusqu'ici peut dans certains cas être renversé. Le militantisme se révèle être dans bien des cas un véritable intégrateur social, un facteur remarquable de sociabilité. Un certain nombre de personnes isolées, familialement ou socialement, trouveront dans l'activité publique un moyen de nouer de nouveaux liens. Liens dont les affinités sociales et politiques seront en partie prédéterminées par la nature et le choix de l'engagement commun. On insiste souvent sur les côtés contraignants du militantisme. Il peut s'avérer un carrefour de convivialité extraordinaire. La solidarité est au cœur du militantisme et les cas d'entraides sont fréquents. L'activité militante permet de créer des relations qui s'apparentent parfois à celles existantes dans une cellule familiale. Ce vecteur de sociabilité a été essentiel dans l'implantation du Parti Communiste pendant des décennies. Il suffit de sentir une fois l'atmosphère familiale de la fête de l'Humanité pour le comprendre. Il

contribue également à la force et à l'enracinement de plusieurs partis sociaux-démocrates en Europe du Nord, en Belgique par exemple. Cela a été parfaitement compris par le Front national et il n'y a qu'à lire pour cela l'ouvrage d'Anne Tristan, "Au Front". Cependant, je voudrais ici relativiser une idée devenue très commune. Il paraît que le FN a pris la place des partis de gauche pour ce qui est du militantisme de proximité. Je pense effectivement qu'il a prospéré sur ce terreau, mais son importance relève pour moi du fantasme de personnes ne connaissant rien à la réalité des banlieues. Pour avoir milité dans un certain nombre de sections du PS de banlieue parisienne et surtout lyonnaise, je n'hésite pas à affirmer qu'en termes de présence militante, le FN est encore très loin d'occuper celle qu'occupe encore le PC et même le PS, malgré tous les préjugés en la matière. Le vote FN est très personnalisé sur le chef Le Pen, mais les militants actifs sont encore rares et peu visibles sur les lieux publics, quand bien même le parti lepeniste a progressé nettement jusqu'à conquérir des villes de dimensions importantes. Après ce détour en convivialité, revenons aux effets concrets du surinvestissement militant.

Du surinvestissement à la profession- nalisation : la sélection militante en marche

Toujours dans la même discussion évoquée plus haut, Michel Rocard faisait remarquer que le PS manque plus d'adhérents que de militants. Un adhérent peut soutenir financièrement un parti et participer à quelques réunions sans pour autant avoir le temps, l'énergie et l'envie de participer à toutes les tâches et contraintes militantes. Or, l'éthique militante classique, en particulier au

PS, s'accommode mal d'un investissement minimal. C'est là que le mot militant retrouve la même racine que le mot militaire. Il y a les héros militants, ceux qui collent à toutes heures et les mauvais, ceux qu'on ne voit jamais. Aux premiers, les médailles et aux seconds, la stigmatisation qui les mettra bien vite sur la touche. Quand on parle de prise de responsabilité, on évoque le capital culturel, économique, relationnel, politique. Un certain nombre d'atouts sont indispensables mais dans un appareil, il y a un capital particulier : le capital militant. Ce dernier consiste d'abord en une présence ou plutôt une omni-présence à un maximum de réunions, dans un maximum de réseaux, à un maximum d'échelons. D'où la nécessité d'un capital-temps dont les critères, on l'a vu, correspondent à une situation précise concernant la vie privée. Il y a un véritable "terrorisme" (désolé pour le mauvais goût !) militant qui consiste à mettre hors-jeu ceux qui ne suivent ni le rythme ni l'intensité. Dans ce terrorisme, il y a d'ailleurs une composante rituelle, mais également une composante jargonnesque. Il faut posséder un jargon particulier et le maîtriser pour "faire partie de". Ce côté jargonnesque - appelé à l'extérieur langue de bois - est encore plus présent dans les structures syndicales. Il m'avait sauté aux yeux au sein de l'UNEF-ID, véritable école du terrorisme militant (salles enfumées, réunions terminant le plus tard possible, esprit clanique...), mais je l'ai retrouvé plus tard, à mon grand regret, dans les syndicats professionnels. Ce terrorisme militant intègre une partie des troupes qui s'y complaît mais en exclut une autre que cela effraie. Entre les deux, difficile de trouver sa place. L'exemple le plus classique : le militant qui coupe les cheveux en quatre et a appris à faire durer le plus longtemps une réunion politique. Celui-

là n'a pas de contraintes horaires ou alors fuit une autre contrainte. Face à lui, il y a les militants qui trouvent cela insupportable, qui doivent se lever tôt le lendemain ou qui sont attendus chez eux et qui, du coup, ne remettront pas les pieds à la réunion suivante. Or, à la réunion suivante, participe encore et toujours celui qui a fait fuir les autres. C'est en partie comme cela que le PS est incapable de retenir dans ses structures nombre de personnes très intéressantes, au premier rang desquels des jeunes et des femmes mais également la population active, en leur imposant une éthique militante qu'il est impossible de concilier avec une vie privée équilibrée. Aussi, les véritables forces vives du PS ne sont pas à l'intérieur mais à l'extérieur, du côté des sympathisants (sympathisants qui sont d'ailleurs souvent plus actifs en période électorale que les Ayatollahs du militantisme), ou des électeurs. La mobilisation des militants lors de la désignation de Lionel Jospin à l'élection présidentielle a été, en cela, une sacrée leçon. Nombre de militants sont revenus voter ce jour là, alors qu'ils avaient déserté depuis longtemps les réunions sans intérêt monopolisées par les clans et affidés. Ils ont montré la voie d'un grand parti de gauche : un parti où chacun peut militer à la carte et où le soutien financier, l'adhésion offre une citoyenneté plus complète qui permet de désigner en amont les bons candidats, ceux que l'on veut voir représenter son "camp", ses intérêts et cela sans être obligé de s'intégrer à tous les rites réservés à ceux qui ont tout sacrifié pour cela.

Quand le PS s'ouvrira, les roses refleuriront...

...Quand un adhérent potentiel ne sera plus considéré comme un adversaire de courant potentiel venant

troubler les équilibres de pouvoir ...Quand un adhérent pourra adhérer au PS sans adorer tel leader et détester tout les autres - conditions sine-qua-non du systèmes des écuries ...Quand un sympathisant du PS pourra adhérer sans pour autant participer à toutes les réunions...Quand un militant du PS pourra obtenir des responsabilités sans avoir fait ses 40h de militantisme...Quand le cumul des mandats, des fonctions et des responsabilités ne sera plus la norme. Alors, ce jour-là le PS pourra être un grand parti de gauche où chacun trouvera sa place, où chacun pourra donner l'argent, le temps et l'énergie qu'il est disposé à offrir.

Aujourd'hui la prime donnée au surinvestissement militant, et donc en ricochet à l'impossibilité d'un engagement serein, condition d'une vie privée épanouie, débouche sur un phénomène inéluctable : la professionnalisation politique. En effet, la course à l'information, au pouvoir, aux fonctions politiques finit toujours par être incompatible avec une autre profession en termes de temps d'investissement. Du coup, pour satisfaire cette dévorante activité politique, il n'y a plus qu'une solution : devenir salarié de la politique ou obtenir un mandat. Comme un mandat électoral suffit rarement à nourrir son homme et qu'il est difficilement compatible avec toute autre activité professionnelle, l'élu abandonne rapidement sa profession d'origine pour cumuler les mandats et en vivre. C'est l'ensemble de ces mécanismes qui accentue chaque jour la coupure entre les élites et les citoyens. Or, un parti politique, un syndicat devrait avoir pour rôle essentiel d'être une interface entre les citoyens et le pouvoir, qu'il soit politique ou économique.

Septembre 1995

Didier GUILLOT

LE MILITANT, GAGE DE LA DÉMOCRATIE ?

Le militantisme est un sujet central du monde politique qui revient sans cesse sur le devant de la scène, surtout dans les moments où l'on veut redorer le blason de la démocratie dans une organisation. Car une équation traverse l'esprit de tous : militantisme = citoyenneté active = démocratie réelle. C'est une formule qui a l'apparence de l'évidence. Dès lors, on en déduit qu'il faut augmenter le nombre de militants : comment et pour quoi faire ? C'est souvent une question aux réponses floues et évasives : il le faut, point. Cette nécessité est d'autant plus ressentie que notre pays se distingue des autres pays européens par la faiblesse de l'engagement militant, associatif, syndical ou politique ; faiblesse qui s'explique notamment par le choix stratégique fait au début du siècle de découpler sphère syndicale et sphère politique (charte d'Amiens, 1905) contrairement au choix inverse de nos voisins sociaux-démocrates (Allemagne, Grande-Bretagne, Suède..) qui ont pensé eux que la transformation sociale par le pouvoir politique ne pouvait se faire qu'en liaison organique avec le terrain syndical. Comme on le verra plus loin, les visions politiques et les choix stratégiques sont cruciaux pour l'avenir d'une société.

Devant la croyance unanime de la vertu du militantisme dans notre société, il est important de réfléchir à la question suivante : le militantisme est-il nécessairement une garantie démocratique pour une organisation ? Question impertinente, mais déterminante pour un militantisme responsable.

Pour répondre, il est nécessaire de procéder par étapes et d'abord de

s'interroger sur les chemins de l'engagement militant et les formes de militantisme.

Les chemins du militantisme

Les voies qui conduisent au militantisme sont nombreuses et souvent se croisent. Car les motivations du militant ne sont pas réductibles à un seul facteur même si l'un d'entre eux est souvent dominant. Premier facteur : la socialisation familiale qui donnent aux enfants un modèle d'engagement idéologique (qui peut devenir un contre-modèle, bien-sûr) avec une forte charge affective en général ; second facteur : la prise de conscience intellectuelle ou passionnelle de la nécessité d'agir ou de réagir dans la cité pour la rendre "meilleure" ; elle naît souvent à la suite d'un événement ; troisième facteur : la volonté de poursuivre une carrière professionnelle fondée en partie ou en totalité sur la fréquentation du pouvoir. Ces motivations sont caricaturées pour aider la compréhension. Elles sont souvent mêlées dans chaque militant, même si tous ne partagent pas ces trois facteurs, loin de là. Derrière chacune de ces motivations, on trouve différents portraits de militants.

Portraits de militants

Il y a d'abord le *militant indigné*. C'est la personne qui s'est engagée dans une organisation politique ou humanitaire à la suite d'un événement tragique et qui rentre dans l'organisation pour pousser un cri de douleur. Un exemple d'actualité fera mieux comprendre les choses. Les événements récents d'ex-Yougoslavie ont amené des organisations et

des individus à se réunir dans des collectifs : beaucoup de personnes viennent dans ces espaces avec une indignation très forte fondée sur une émotion violente. Émotion légitime et salutaire face à l'indifférence de beaucoup. Mais ces personnes veulent une solution idéale rapide pour réduire la tension interne qui les bouleverse sans prendre en compte la complexité de la situation et les angles réalistes d'action. Ils ont davantage un conflit interne qui les bouleverse sans prendre en compte la complexité de la situation et les angles réalistes d'action. Ils ont davantage un conflit interne à résoudre né de leur révolte devant la dimension tragique de la réalité, qu'une capacité à construire des réponses modestes mais pertinentes. Ils représentent des militants indignés ou idéalistes qui souvent ont soit un engagement provisoire soit un engagement durable à condition de passer à une autre vision de leur militantisme. On les trouve aussi bien entendu dans les organisations politiques.

Vient, ensuite, le *militant soldat*. Pléonasmisme puisqu'éthymologiquement "militant" a la même racine que "militaire". C'est le militant qui vient dans une organisation pour servir la Cause de façon consciente ou non, directe ou indirecte. Ce qui peut prendre des aspects bien différents : ce peut être le militant d'extrême-gauche qui vient travailler à la mise en place de la Révolution prolétarienne ; ce peut-être aussi le militant indigné qui devient un défenseur irréversible et intransigeant de l'idéal de son organisation indignée ou de son propre idéal, dissocié de la réalité ; ce peut être aussi le militant socialiste qui vient régulièrement aux

réunions depuis des années et qui valide tout ce qui passe sans se poser de questions car peu importe. On peut être un militant soldat dur ou mou au service de l'organisation ou d'un courant de l'organisation. Souvent, le militant soldat pense : nous sommes les bons, les autres sont les méchants. Sans se remettre en question. Raisonement manichéen fréquent et destructeur de l'éthique démocratique.

Enfin, il y a le *militant calculateur*. Lui parle et agit en fonction de ses intérêts en faisant tous les efforts possibles pour apparaître tour à tour comme un militant indigné, un militant soldat, ou un militant responsable. Tous les moyens sont bons pourvu qu'ils me mènent à ma destination, semble se dire ce militant. Sa soif de pouvoir n'est pas toujours explicite et insatiable. Elle peut être modérée mais tout de même guider une partie importante de ses comportements. Cette attitude conduit souvent à la prise de responsabilité politique, d'abord à l'intérieur de l'organisation, puis à l'extérieur. Mais elle ne produit pas les meilleurs hommes politiques ou leaders associatifs, car il ne suffit pas d'être stratège pour avoir une vision politique cohérente et solide.

Ce dernier portrait ne signifie pas que les autres militants se sacrifient pour leur organisation. Après les études de certains sociologues, Daniel Gaxie par exemple, nous savons que le militantisme n'est jamais gratuit : le militant y trouve soit des gratifications matérielles, soit des gratifications symboliques et, surtout, à mes yeux, un moyen de développer sa personne à travers la rencontre des idées, des personnes et des expériences variées. Mais certains cherchent clairement les satisfactions liées au pouvoir au sacrifice

de leurs idées. D'où le terme de militant calculateur.

Dans les faits, le militant indigné devient souvent un militant soldat sinon il quitte l'organisation, et plus rarement un militant responsable ; le militant soldat utilise souvent de façon calculée une stratégie d'indignation pour apparaître comme le plus révolté par la réalité, donc le plus légitime, donc le "Bon" ; le militant calculateur tient compte de la météo de l'organisation pour s'habiller de telle ou telle façon : "ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent".

Les portraits que je viens de dessiner sont tous plus ou moins négatifs. Par provocation, bien sûr, mais aussi pour montrer que le militant n'est pas toujours un gage de démocratie. A certains conditions pourtant, il devient le ciment d'une organisation démocratique. Mais quelles sont ces conditions ?

Le militant citoyen ou responsable existe dans la mesure où il est porteur de deux éléments étroitement liés : une vision politique et une stratégie politique.

Vision politique...

Une vision politique repose, selon moi, sur trois exigences.

Première exigence : l'analyse de la société telle qu'elle fonctionne : c'est le départ obligé qui nécessite une actualisation face aux changements de fond de nos sociétés.

Deuxième exigence : l'analyse de la société telle qu'elle devrait être, c'est le but du combat politique.

Et, enfin, troisième exigence : la définition de la méthode qui permet de passer de la société actuelle à la société souhaitable, c'est là qu'on juge de la possibilité d'atteindre le but fixé. Avoir une vision politique

consiste donc à avoir une représentation relativement claire de ces trois points sinon on ne peut changer la société. Si on se focalise sur l'idéal sans connaître le réel, on fait de l'indignation mais sans finalement construire son idéal. Si on se concentre sur le réel sans définir des solutions meilleures, on défend la conservation du réel contre sa réforme. Enfin dans tous les cas, si on ne définit pas de méthode de transformation sociale, on ne fait que de l'esbrouffe ou de l'agitation. Chacun de ces points a été à l'origine des grandes luttes idéologiques depuis la révolution française. Il continue de l'être malgré le flou des clivages.

... et stratégie politique

Une stratégie politique peut se définir à travers les étapes suivantes : il s'agit d'abord de définir des objectifs externes concrets de transformation sociale et des objectifs internes concrets de fonctionnement de l'organisation ; il s'agit ensuite de définir les soutiens et les alliances qui permettent de réaliser ces deux séries d'objectifs ; enfin, il s'agit d'être capable de contourner ou de surmonter les obstacles semés par les "adversaires" de ces objectifs. Cette définition peut sembler cynique. Elle ne l'est pas. Elle correspond à la réalité de tout groupe humain traversé de façon permanente par des luttes d'influence qui nécessitent une organisation des discours et des actes à défaut de voir les plus calculateurs toujours l'emporter.

En fait, ces deux points sont étroitement imbriqués. En effet, il ne sert pas à grand-chose d'avoir une vision politique si l'on ne possède pas une stratégie politique permettant de la voir s'appliquer à la réalité. A quoi bon penser la société si on n'agit pas pour la réformer ? Et il est dange-

reux d'avoir une stratégie sans vision politique car cela signifie que la conquête du pouvoir n'est pas entreprise pour pouvoir faire mais pour pouvoir être. Vision et stratégies politiques marchent donc ensemble.

Contre la naïveté, contre la compromission

Seulement, ces deux exigences comportent des inconvénients. En premier lieu, la construction d'une vision politique nécessite une réflexion rigoureuse sur les problèmes de société et les moyens de les résoudre, ce qui n'est pas une mince tâche. Surtout dans une période où les anciennes grilles de lecture sont périmées. En second lieu, la mise en place d'une stratégie politique implique une réflexion sur les règles et les limites que l'on se fixe. La difficulté est grande. Pourquoi ? Parce que les organisations (quelles qu'elles soient) sont des lieux de rapports de forces (l'accepter, c'est un premier pas pour mieux lutter) et que, à ce jeu, certains n'ont aucun scrupules. Dès lors, une question cruciale se pose : comment lutter de façon démocratique contre des personnes qui utilisent des moyens de combat non démocratiques (comme le bourrage d'une salle avec une clientèle lors d'un vote décisif, etc...) ? C'est une question qu'on évite souvent de se poser ou à laquelle on répond de deux façons : on garde les mains propres et le pouvoir appartient alors toujours aux mêmes où on se salit les mains et on rejoint alors le camp des "pourris". Face à ce dilemme, on se rend compte que la réponse la plus pertinente passe par les militants. Plus les militants possèdent une vision politique et une stratégie adaptée, réfléchie, encadrée par une déontologie, plus les "requins" ont de la peine à nager librement. C'est quand les militants perdent leur naï-

veté et exigent plus de méthodologie dans les débats, les votes, leur préparation, leur conclusion, que la démocratie progresse dans une organisation. Ceci est valable pour toute organisation qu'elle soit politique, associative, humanitaire, syndicale.

La nécessité de concevoir une stratégie est souvent le résultat de l'acceptation difficile pour beaucoup de militants nouveaux qu'organisation démocratique ne rime pas naturellement avec démocratie. C'est un préjugé qu'il est douloureux de perdre mais qu'il faut abandonner si l'on veut que les principes démocratiques avancent.

Attention, avoir une vision et une stratégie politiques ne signifient pas non plus être démocrate : la plupart des adversaires de la démocratie ont une vision et une stratégie politiques (quoique parfois ils n'ont que la stratégie). Mais, c'est justement pour lutter contre eux, qu'il est important d'avoir soi-même une vision et une stratégie. Le plus compliqué, c'est que les moins démocrates se revendiquent souvent comme les plus démocrates. Là encore, la maturité des militants et des citoyens joue un rôle majeur.

Je vais peut-être ici à contre-courant d'un sentiment général qui valorise une certaine forme de naïveté mais cette dernière conduit à la victoire des moins naïfs (qui ne sont pas toujours les plus démocrates). Ne pas être naïf ne signifie pas être "pourri". Mieux, c'est le meilleur moyen de lutter contre les "pourris".

Enfin, ces deux piliers de l'engagement politique ne sont pas le monopole des hommes politiques comme le pense beaucoup : chaque individu, chaque citoyen et chaque militant

peut participer à la construction d'une idéologie et d'une stratégie politiques qui doit rassembler d'ailleurs le plus de personnes possible.

Mon discours choquera peut-être par son côté "real-politik". Je voudrais répondre à cette éventuelle objection. D'une part, avoir une stratégie ne veut pas dire abandonner ses principes : au contraire, il s'agit de s'interroger sur le meilleur moyen de les développer. D'autre part, je tiens à mettre l'accent avant tout sur le besoin d'une vision politique dans notre société : il n'y a pas de citoyenneté sans vision de la cité. Or, celle-ci manque aujourd'hui. Et, avec Jacques Delors, on peut déplorer l'absence d'idéologies au sens d'ensembles d'idées générales sur le monde, les autres et soi-même. Enfin, je valorise évidemment la capacité d'indignation. C'est elle le ferment de toute transformation sociale. A condition qu'elle se traduise dans une action cohérente et durable.

Non au cauchemar !

La finalité consiste à éviter le scénario traditionnel de beaucoup d'organisations qui mettent en scène la même pièce autour de trois séries d'acteurs : les apparatchiks roués aux combinaisons d'appareil, les militants soldats obéissant à tel ou tel apparatchik de façon plus ou moins convaincue, et les militants indignés qui partent ou rejoignent les militants soldats ou crient dans le désert. Un scénario qui finit, à force de se répéter, aux issues les plus dramatiques. Je pense ici, sur le plan politique, à la menace du Front national. Au secours !

Lyon, septembre 1995

Rodolphe VENOT

S'ENGAGER POUR DEBATTRE OU DEBATTRE POUR S'ENGAGER ?

Dans cet article qui se situe entre le documentaire et l'essai de politique fiction, l'auteur, inspiré par le souvenir glorieux de certains clubs de réflexion, se prend à rêver de la transformation fulgurante du modeste Débattre en un grand mouvement politique du XXI^e siècle.

Il n'est pas nécessaire de remonter jusqu'à la Révolution française avec ses clubs des Jacobins ou des Cordeliers, pour voir que deux tendances traversent ce type d'organisation.

Les sociétés de pensée

Le premier type idéal est celui du cercle de pensée où l'on se réunit dans une commune ferveur spéculative. Au point extrême de cette catégorie on retrouvera les discussions philosophiques animées par Marc Sautet au Bar des Phares. Plus politiques mais pas encore politisées, il faut aussi mentionner les revues de réflexion qui ouvrent dans leurs colonnes un espace de réflexion et de commentaire. Citons parmi les plus influentes : *Esprit* plutôt catho de gauche, *Le Débat* créé par Pierre Nora et Marcel Gauchet, *Commentaire*, revue fondée par Raymond Aron et proche de Barre, donc sur le déclin, *Etudes* trop jésuite pour réellement compter et enfin dernière venue *Le messager européen* de Finkelkraut, très engagée dans le combat pour la Bosnie.

Autre genre, les cercles de pensée parisiens dans lesquels on rangera la "Fondation Saint-Simon" qui cherche à regrouper chefs d'entreprises, journalistes et universitaires. Le poids de ce club, dont les membres écrivent à tour de rôle des articles, est incontestable. On se souvient de la fameuse note d'Emmanuel Todd inspirant le discours électoral de Chirac sur la fracture sociale. Dans la même catégorie on retrouve le

"Cercle Condorcet" proche du Monde diplomatique ou encore le "Club Vauban" où se réunissent des hauts fonctionnaires de tous bords qui ne dédaignent pas se faire connaître par articles du Monde interposés. L'influence de ce genre de cercle de pensée est proportionnelle au rayonnement intellectuel de ses membres, mais tient aussi aux relations qu'ils entretiennent avec le milieu politico-journalistique. Partagées entre le cénacle d'initiés et le cercle de conseillers occultes ces organisations s'adressent aux leaders d'opinion pour agir.

Les écuries présidentielles

L'autre type idéal est celui de la filiale ou du satellite. Le club de réflexion politique devient alors un instrument de combat politique. Souvent animé par une personnalité politique, il permet de préparer une écurie présidentielle ou de rassembler un premier cercle de fidèles qui refusent les contraintes du militantisme de base. Dans cette catégorie on pourra citer les clubs *Témoins* autour de Delors, *Convaincre* du réseau rocardien, *Espaces 89* présidé par Maurice Benassayag afin de soutenir la stratégie présidentielle de Fabius, *Le Manifeste* créé par Cambadélis et dernier en date *AGIR* animé par Martine Aubry. A gauche ces clubs ont souvent préfiguré les courants du parti socialiste. A droite on retrouve l'association "Idée-action" lancée en 94 par le très idéologue Alain Madelin, ou le "Club de

l'Horloge" qui retarde toujours un peu, mais aussi le défunt club "Perspectives et Réalités" qui fut à Giscard ce qu'"Avenir et Progrès" fut aux jeunes rocardiens lyonnais (au moins en termes de slogan porteur). Il est à noter que la droite affectionne moins cette forme d'organisation et que les laboratoires d'idées n'y soient pas en odeur de sainteté. Signe qu'à droite on phosphore moins ? Quoiqu'il en soit à droite comme à gauche, sans d'entrée du pouvoir ou préfiguration d'un parti, ces clubs cachent rarement leurs objectifs politiques.

Les clubs rénovateurs

Dans ce tableau qui oppose les sociétés de pensée aux réseaux politiques, il faut mentionner l'épisode des années 60 qui a vu le passage de certaines organisations de réflexion vers une structure partisane. On se souvient que des cercles très techno comme "Jean Moulin" où se retrouvait une partie de l'intelligentsia parisienne se sont rapprochés de clubs de dissidents de la SFIO et du radicalisme pour finir par se fondre dans le parti socialiste au moment de sa création. Autre cellule de réflexion au destin politique, le célèbre "Reconstruction" d'Eugène Descamps qui fut à l'origine de la création de la CFDT. Cette période de foisonnement des sociétés de pensée aura finalement contribué au renouveau de la gauche et à la naissance du parti socialiste. On perçoit là un des rôles positifs des clubs : permettre le renouvellement des



idées et des personnes en agissant en marge des structures politiques traditionnelles trop repliées sur les enjeux internes pour évoluer. Point de contact entre les citoyens actifs et les professionnels de la politique, les clubs peuvent participer à la recomposition politique. Des expériences comme les Assises de la transformation sociale seront-elles à la hauteur de ces illustres précédents ? Quelle place le nouveau parti socialiste accordera-t-il à cette alternative au militantisme de parti ?

Débattre pour quoi faire ?

Après cette rapide évocation des clubs politiques, revenons à notre club à nous : Débattre. Toute proportion gardée, il est difficile de le ranger dans une des catégories décrites. Cependant si l'on réfléchit à son devenir possible il est facile de voir qu'il n'échappera pas à deux options : soit le maintien d'une formule très spéculative, soit l'évolution vers un laboratoire d'idées suivi ou non d'actions pour les diffuser.

Dans la lignée du ni-ni...

Aujourd'hui on peut simplement dire de Débattre qu'il s'agit d'une association de réflexion plutôt jeune (moyenne d'âge moins de trente ans), composite (fonctionnaires, politiques, journalistes, artistes, étudiants, chercheurs d'idée et d'emploi s'y retrouvent), conviviale (lieu de réunion chaleureux et buffet réputé), mais malheureusement, encore trop confidentielle (seule une vingtaine d'adhérents y participe).

Quant à sa fonction, nous sommes tous d'accord pour lui trouver une utilité certaine : satisfaire notre appétit de discussion politique et nos velléités d'écriture. Alors pourquoi chercher plus loin ? Dans cette

option minimale, l'objectif à venir, se bornera à améliorer la qualité des débats en invitant par exemple, des personnalités qualifiées sur les thèmes choisis ou en cherchant à élargir le cercle des participants à d'autres milieux donc à d'autres opinions (même très opposées aux nôtres car elles nous obligent à creuser notre argumentation). Bref, continuer sur la lignée des années précédentes, celle du ni-ni (ni cénacle fumeux, ni salon enfumé).

...ou sur la voie de l'engagement

Cependant, le prochain débat sur l'engagement nous incite à imaginer ce que pourrait être le passage vers une structure plus active. Cette éventuelle transformation de Débattre supposerait que des points de vue convergents y soient constitués. Actuellement le journal rassemble les opinions de chacun sur un thème fixé lors du débat précédent. En cela, il prélude parfaitement aux réunions qui sont le lieu de confrontation verbale de ces mêmes opinions. Rares sont les moments où émerge un point de vue collectif et lorsque c'est le cas ce consensus ne peut être enregistré que par le biais du modeste compte-rendu de séance. Cette première difficulté pourrait donc être dépassée par une place plus importante accordée au travail de synthèse du secrétaire de séance.

Ensuite il faudrait s'accorder sur les utilisations de ce ferment d'idées communes. Une réorientation de Contradictions (ne faudrait-il pas alors changer de nom) vers ces idées élaborées en commun, ajoutée à une diffusion moins restreinte du journal pourrait être une première option : celle du "laboratoire d'idées".

Une option beaucoup plus contraignante, privilégierait une association de Débattre aux actions collectives

qui rejoindraient ces hypothétiques idées : participation à des pétitions ou à des manifestations au nom de l'association. Bien sûr, le poids de telles actions ne serait que symbolique tant l'est la taille de Débattre et le caractère de nos contributions. De plus, il s'agirait là d'une transformation radicale de l'association, son nom même, ferait sourire si l'on devait l'inscrire sur les pancartes d'une manifestation. Dans cette optique, la création d'une autre structure serait donc nécessaire. C'est ce que font d'ailleurs de nombreux mouvements politiques en séparant l'organisation militante de la structure de réflexion, vérifiant ainsi une parole éclairée de Paul Valéry : "Que de choses il faut ignorer pour agir".

Enfin, une autre possibilité de transformation de Débattre consisterait à adhérer à une fédération des clubs (type Convention des Institutions Républicaines) ou à passer des accords avec un mouvement politique proche. Mais il n'est pas évident, a priori, que Débattre trouve dans l'engagement politique la meilleure application de ces supposées idées, l'engagement syndical, associatif voire humanitaire pourrait être l'aboutissement d'une démarche à l'origine purement intellectuelle.

A court terme ce genre de transformation paraît utopique, mais l'utopie n'est-ce pas là, la noble source de tout engagement politique ?

Septembre 1995

Bibliographie

Blondiaux (Loïc), Les clubs : sociétés de pensée, agencement de réseaux ou instances de sociabilité politique, Politix.

Mossuz-Lavau (Jeannine), Les clubs et la vie politique, Armand Colin, 1970.

Laurent GERBOUD

COMPTE-RENDU DE REUNION DU 4/7 SUR L'EUROPE

Nous avons choisi le 4 juillet, jour de "l'indépendance day", pour discuter de la consistance et du futur de ce qui pouvait apparaître à certains comme un contrepoids aux Etats-Unis, à savoir l'Europe. Encore une fois, "Contradictions", à travers les pistes de réflexion et les textes de travail, avait joué son rôle, restait aux participants à jouer le jeu... D'emblée, Jean-Christophe, animateur du jour, embraya sur l'idée qu'existent aujourd'hui plusieurs Europe. Celle triomphante du libre-échange ou celle, morcelée, de la politique... Cette introduction donna d'ailleurs le ton à la soirée qui, par touches, mit l'accent sur la polysémie du terme "Europe" : les 15 ? l'Atlantique à l'Oural ? l'Occident ? la Modernité ?... Alors que bien souvent le dépassement de la Nation débouche, non pas sur une ouverture au monde, mais sur l'oubli du monde. Notre débat, pour sa part, évitait cet écueil.

Mais revenons aux arguments. Très tôt le débat se cristallisa entre des critiques dubitatifs de l'Europe actuelle et des défenseurs modérés mais solides. Cette opposition recouvrait celle qui existe entre Europe politique et Europe économique. Denis expliqua que l'Europe se devait d'être d'abord politique, qu'il était vain de vouloir la construire contre les Nations et que le dépassement du niveau national devait se préparer au sein des Nations au lieu d'être projeté de l'extérieur. Jean-Christophe appuya l'idée en insistant sur le fait que, selon lui, l'Europe était à la remorque des Etats-Unis, c'est-à-dire n'était qu'économique, sans réalité démographique, territoriale et étatique. Mais Laurent objecta alors que cette définition wéberienne ne convenait plus, et qu'à la violence légitime il fallait substituer la guerre économique. En un sens, l'Europe économique induirait l'Europe politique. C'était justement ce que Jean-

Christophe avait, dès le début, reproché à l'article de Didier !... On y voyait donc un peu plus clair : l'accord était sur les buts (l'intégration, "l'european dream"), l'opposition dans les moyens. Ainsi, lorsque Didier défend la construction européenne, c'est parce qu'elle fait contrepoids aux Etats-Unis sans pour autant se briser sur le mur de l'Argent. Mais si Jean-Christophe critique cette même Europe, c'est qu'il y voit une servile et pâle imitation de l'Amérique qui, elle, sait protéger son économie : "libre-échangistes, faites ce que je dis, pas ce que je fais" - et l'Europe d'acquiescer...

Abandonnant l'opposition, nous entrâmes dans la deuxième phase du débat, celle qui concernait les frontières européennes et le reste du monde. Là encore, celui-ci se noua autour des notions de modèle et d'imitation : l'Europe imite-t-elle les Etats-Unis ou est-elle une construction totalement neuve ? Si oui, peut-elle servir de modèle : 1) aux pays d'Europe centrale, 2) aux pays en mal de développement ? Ici, la discussion oscilla entre une compréhension de l'Europe comme entité géopolitique ou comme culture.

Comme réalité socio-économique se posait alors la question de ses frontières Est et Sud (la Russie, la Turquie, la Méditerranée). Lionel fit part de ses doutes sur la possibilité d'intégration indéfinie, de nouveaux États - États qui recherchent plus la sécurité que la prospérité, commenta Jean-Christophe, faisant une nouvelle fois le procès d'une Europe à la Guizot ("enrichissez-vous") et des attermolements d'une invisible Europe de la sécurité : c'est plus la peur du Russe que le cours du Deutschmark qui fait bouger les choses -.

Comme culture, l'Europe se fit tailler en pièces par Maï qui nous rappela, sans trop de nuances, l'influence radicalement néfaste de la préférence euro-

péenne en Afrique... D'autres, devant la diversité des États et des peuples, récusèrent jusqu'à l'existence d'une culture européenne. Bien que la diversité soit consubstantielle à la culture de notre continent ("un maximum de diversités sur un minimum d'espace" Milan Kundera) chacun se sentait confusément européen. En conséquence de quoi, on décida, troisième temps de la soirée, de procéder à un tour de table afin de connaître la manière qu'avait chacun d'être européen. Sans ressaisir le détail des interventions, ni chercher à en rendre la richesse, on peut tout de même tenter de répartir les débatteurs :

Les Critiques (Jean-Christophe, Denis...) pour qui l'Europe sert trop souvent d'alibi à la démission du politique.

Les Sceptiques (Lionel, Cécile, Camille...) qui se sentent géographiquement européen mais attendent un projet plus clair. "Euro-sceptique, mais Euro tout de même" déclarera Camille...

Les Optimistes (Laurent, Didier, Marie, Julie...) qui défendent la construction européenne parce qu'elle représente un contre-modèle à défendre. Julie résumera cela sous un terme qui emporte immédiatement l'adhésion : "qualité de la vie".

Les Altruistes (Maï, Agnès, Jacques, David...) chez qui le souci du monde arrive à primer l'appartenance européenne.

La soirée prit fin ainsi, riche encore de la parole de chacun et grosse d'interrogations naissantes et des débats à venir, comme le prochain, par exemple :

CROIRE - ADHÉRER - AGIR : DE L'OPINION A L'ENGAGEMENT

Juillet 1995

Denis MAILLARD